
RAPPORT
ANNUEL
2019



DGM

**Mécanisme spécial de dons en faveur
Des peuples autochtones et des
populations locales**

Table es matières

2

Avant-propos



Lucely Pio, membre du GSC et présidente du NSC du DGM Brésil à la IXe Rencontre et fête des peuples du Cerrado à Brasília, Brésil. Crédit: DGM Brésil

3

À propos du DGM



Bénéficiaire péruvien debout près d'une plantation de cacao. Crédit: MDE Saweto Pérou

4

Acronymes

5

Gouvernance du DGM



5e réunion du GSC. Crédit: Nathalia Penton

7

Carte des ressources et activités



Production et commercialisation de noix de babassu au Brésil. Crédit: DGM Brésil

9

Afrique

- Burkina Faso 11
- République démocratique du Congo 13
- Ghana 15
- Mozambique 17
- Cote d'Ivoire 30
- République du Congo 30



Production de Sombala au Burkina Faso. Crédit: DGM Burkina Faso

19

Asie

- 21 Indonésie
- 29 Népal



Responsable de la mise en œuvre d'un sous-projet du DGM Indonésie. Crédit: Anggit Saranta

23

Amériques

- 24 Mexique
- 25 Brésil
- 27 Pérou
- 29 Guatemala



Membre de Lol Koöpte Furniture en train d'assembler un meuble. Crédit: MDE Mexique

31

Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances



Le coprésident du GSC, Idrissa Zeba, présente le rapport annuel du DGM lors de la COP24. Crédit: Projet mondial du DGM

32

Prochaines étapes



Produits autochtones au salon Jayapura. Crédit: Anggit Saranta

33

Point sur la situation financière

34

Communiquez avec nous! Chronologie



Exécuteur d'un sous-projet de MDE Mexique extrait de la sève pour la production de gomme à mâcher. Crédit: MDE Mexique

Avant- propos

Au cours de sa quatrième année de mise en œuvre, le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM) a démontré avec succès comment les peuples autochtones et les populations locales (PAPL) peuvent jouer un rôle de leadership dans la gouvernance et la mise en œuvre du financement climatique.

En tant qu'initiative conçue par et pour les PAPL, le DGM place les ressources techniques et financières directement entre les mains de ceux qui savent le mieux gérer, protéger et préserver les forêts. Au cours des deux dernières années, nous avons constaté une croissance exponentielle du nombre de projets dirigés par des PAPL qui contribuent à des moyens de subsistance durables, au climat et au développement durable. Cette année, le DGM a réalisé plus de 400 sous-projets ciblant les priorités de communautés dans 6 pays, qui ont eu un impact sur la vie de plus de 200 000 bénéficiaires.

Son caractère interconnecté et sa composante d'échange de connaissances ont en outre permis de renforcer l'apprentissage, le travail en réseau et l'impact politique aux niveaux local, national et international. Il a amélioré la relation des organisations de PAPL avec les réseaux de PAPL et renforcé les meilleures pratiques en matière d'atténuation des effets du changement climatique et d'actions d'adaptation dans le cadre de la Plateforme des peuples autochtones et des populations locales (PPAPL).

Le DGM, en tant que modèle novateur sous la direction des PAPL, vient valider un concept auquel les partenaires et les bénéficiaires s'identifient, et qu'ils cherchent également à développer. Il reconnaît les membres des communautés non seulement comme des bénéficiaires, mais aussi comme des co-exécutants. Ceci en soi renforce le sentiment d'appropriation par les PAPL du processus global et favorise la durabilité du programme en transférant la capacité de gestion des fonds aux PAPL. La fourniture directe des ressources aux PAPL permet d'accroître l'efficacité, puisque les projets sont conçus en fonction des besoins des communautés et développés par des organisations qui sont bien conscientes du contexte local.

Alors que le Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM entame sa cinquième année de mise en œuvre, l'une des principales priorités consistera à poursuivre le soutien à l'initiative et à renforcer encore la gouvernance par les pays membres du DGM et le sentiment d'appropriation de ce mécanisme innovant, en plus du retour d'expérience et des meilleures pratiques. Au cours de l'année à venir, davantage de pays commenceront à mettre en œuvre des sous-projets et certains clôtureront leurs sous-projets. Cette année amènera de nouvelles transformations et donc plus de croissance, et l'objectif sera de poursuivre et de développer la participation des PAPL aux efforts mondiaux liés aux changements climatiques et à la foresterie.

Coprésidents du Comité de pilotage international du DGM



Idrissa Zeba
BURKINA FASO



Mina Setra
INDONÉSIE

*Cette année, le DGM a réalisé plus de **400 sous-projets ciblant les priorités de communautés dans 6 pays, qui ont eu un impact sur la vie de plus de **200 000 bénéficiaires.*****

À propos du DGM

Les peuples autochtones et les populations locales (PAPL) jouent un rôle essentiel dans la gestion et la protection des terres et des forêts du monde, et ce, depuis des générations. La préservation des écosystèmes et la prévention de la déforestation sont des contributions essentielles des PAPL à la réduction du rythme du changement climatique. Au travers du Programme d'investissement pour la forêt (FIP) des Fonds d'investissements climatiques (CIF), le Mécanisme spécial de dons (DGM) a été créé pour soutenir la participation pleine et effective des PAPL aux efforts mondiaux de réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts. Le DGM est une initiative spéciale qui reconnaît non seulement les contributions environnementales mondiales apportées par les PAPL, mais soutient également leurs efforts et leur confère un rôle de premier plan dans la conception, la gouvernance et la mise en œuvre de projets.

Créé en 2010 et mis en œuvre par la Banque mondiale, le DGM a été conçu par les PAPL avec la conviction que l'autonomisation et le soutien de leurs propres communautés constituent un moyen puissant de protéger les écosystèmes forestiers, d'atténuer les changements climatiques et d'améliorer les moyens de subsistance. Grâce au renforcement des capacités, le DGM crée des plateformes qui permettent aux PAPL de soulever des questions aux niveaux national et international. C'est un mécanisme innovant qui renforce le rôle des PAPL dans les politiques et les actions liées à la gestion durable des forêts et au changement climatique.

Le DGM comprend 12 projets pilotes nationaux, chacun adapté à son contexte national spécifique, ainsi qu'un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances (Projet mondial du DGM) qui vise à faciliter la coordination internationale et à étendre les avantages du DGM aux principaux représentants de communautés extérieures aux pays du programme.

Chaque projet, une fois opérationnel, est géré par deux entités principales :

- Un **comité de pilotage** dirigé par des représentants de la communauté, qui est chargé de l'orientation, de la gouvernance et de la supervision du projet ;
- Une **agence d'exécution**, chargée de mener à bien les activités et les priorités définies par son comité de pilotage, tout en veillant au respect des normes et sauvegardes en vigueur.

Le Comité de pilotage international du DGM (GSC) supervise le Projet mondial du DGM et compte parmi ses membres des représentants de chacun des Comités de pilotage nationaux (NSC) établis, ainsi qu'un représentant d'un pays non-membre du FIP afin de représenter les besoins et les priorités de l'ensemble des communautés dans le monde entier.

Le DGM se distingue des autres efforts de gestion forestière par quelques facteurs clés :

- **Gouvernance communautaire** : Chaque projet est dirigé par des membres des communautés qu'il cherche à soutenir. Le comité de pilotage mondial et les comités de pilotage nationaux constituent des liens vitaux avec les communautés bénéficiaires, les membres aidant à partager des informations et à recevoir les commentaires de la communauté.
- **Décentralisation** : Chaque projet DGM est conçu en fonction des priorités des PAPL, poursuivant ses propres objectifs dans son propre contexte. Cela conduit à une plus grande efficacité par rapport à d'autres programmes de même envergure. Néanmoins, les projets viennent compléter les plans d'investissements forestiers et ont la possibilité de se coordonner avec les projets nationaux du DGM lorsque cela présente des avantages mutuels.
- **Renforcement des capacités** : En participant au DGM, les membres de la communauté contribuent non seulement à atteindre des résultats importants en matière de gestion forestière, mais renforcent également leurs propres capacités à gérer des fonds et à mettre en œuvre des initiatives similaires à l'avenir.

Cartographie participative dans le village de Gerduren, Indonésie. Crédit: DGM Indonésie





Acronymes

AIDSESP – Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne

BM – Banque mondiale

CAA/NM – Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas

CCNUCC – Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

CDN – Contribution déterminée au niveau national

CI – Conservation International

CIF – Fonds d'investissement climatiques

COP – Conférence des Parties (à la CCNUCC)

DGM – Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales

DGM [Pays] – Projet national du DGM en [nom du pays]

FIP – Programme d'investissement pour la forêt (des Fonds d'investissement climatiques)

FSC – Conseil de la bonne gestion forestière

GCRN – Gestion communautaire des ressources naturelles

GIP – Gestion intégrée des paysages

GRN – Gestion des ressources naturelles

GSC – Comité de pilotage international (du Programme du DGM et du Projet mondial)

MozDGM – DGM Mozambique

NEA – Agence d'exécution nationale (d'un Projet national du DGM)

NSC – Comité de pilotage national (d'un Projet national du DGM)

OC – Organisation communautaire

OSAPY – Organisation de soutien aux Pygmées

PAPL – Peuples autochtones et populations locales

PPAPL – Plate-forme des peuples autochtones et des populations locales

Projet mondial du DGM – Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM

RDC – République démocratique du Congo

REDD+ – Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts

REPALEF – Réseau des populations autochtones pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC

SUNARP – Surintendance nationale des registres publics

UICN – Union internationale pour la conservation de la nature

WWF – Fonds mondial pour la nature

Gouvernance du DGM

COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL



Membres du GSC lors de la 5e réunion annuelle du GSC à Bruxelles, Belgique (mai 2019). Crédit: Projet mondial du DGM

Brésil

Lucely Pio

Mexique

Manuel Aldrete

Burkina Faso

Idrissa Zeba (coprésident)

Mozambique

Daniel Maúla

Cote d'Ivoire

Christophe Play Sare/
Delphine Ahoussi
Côte d'Ivoire
(Représentants en
alternance)

Népal

Bharati Pathak/
Jagat Bahadur Baram

République démocratique du Congo

Kapupu Diwa Mutimanwa

Pérou

Ruth Buendía Mestoquiari/
Marilen Puquio Arturo
(Représentants en
alternance)

Ghana

Hayford Duodu

République du Congo

Guy Moussele-Diseke

Indonésie

Mina Setra (coprésidente)

Représentante des pays non membres du FIP

Grace Balawag (Philippines)

TOUS UNIS

En tant que responsables, parties prenantes et principaux bénéficiaires du DGM, les peuples autochtones et les populations locales sont au cœur de toutes les activités du DGM. Ils choisissent des représentants qui participent aux comités de pilotage du DGM aux niveaux national et mondial, élaborent et mettent en œuvre des projets en utilisant le financement du DGM, et renforcent leurs capacités à participer aux débats sur les changements climatiques et la foresterie aux niveaux national et international.

La structure spécifique du DGM comprend à la fois des Comités de pilotage nationaux et un Comité de pilotage international, qui sont les organismes décisionnaires du DGM. Les membres qui composent ces comités sont principalement sélectionnés par et parmi les membres des peuples autochtones et des communautés locales, des Agences d'exécution nationales (NEA), de la Banque mondiale (BM), des gouvernements nationaux et de la société civile, de façon à poursuivre le modèle de partenariat du FIP.

Le GSC est composé de 12 représentants des PAPL originaires de 11 pays du DGM : Mexique, Pérou, Brésil, Indonésie, Népal, République du Congo, Côte d'Ivoire, RDC, Mozambique, Ghana, Burkina Faso et un représentant d'un pays non membre du DGM originaire des Philippines. Les 11 NSC créés à ce jour sont composés de 231 représentants des communautés, dont 54 femmes, qui dirigent et supervisent leurs programmes nationaux respectifs.



Réunion du NSC axée sur la participation des femmes et des reines mères du Ghana. Crédit: DGM Ghana



PLAIDOYER POLITIQUE ET RÉGIME FONCIER

Le plaidoyer politique et le régime foncier sont des objectifs clés du DGM et on les retrouve dans différents projets de pays, en particulier au Pérou, en RDC et en Indonésie. Poursuivant l'objectif final d'aider à l'enregistrement de 310 communautés autochtones et de délimiter les terres de 130 communautés couvrant une superficie de 780 000 hectares, le DGM Saweto Pérou a déjà permis la reconnaissance légale de 234 communautés autochtones et aidé à la démarcation des terres de 15 communautés couvrant une superficie de 157 614 hectares. Le DGM RDC concentre également les activités du projet sur le régime foncier et le plaidoyer politique. Parmi ses résultats les plus récents figurent l'inclusion des PAPL dans la Stratégie nationale de foresterie communautaire, l'élaboration d'une note de synthèse sur les PAPL et la politique foncière, ainsi que l'identification des terres autochtones et des sites de patrimoine culturel grâce à des ateliers de cartographie. De la même façon, le DGM Indonésie travaille au renforcement des capacités des PAPL à améliorer la sécurité foncière par le biais de consultations communautaires, la diffusion d'informations sur le régime foncier et les droits associés, et des négociations avec les entités gouvernementales locales. De plus, au niveau provincial, le DGM Indonésie s'emploie à améliorer la mise en œuvre de la réforme agraire et de la politique forestière et sociale.

ÉGALITÉ DES SEXES

Des études montrent qu'une proportion égale de femmes dans les organes de décision en matière de gestion forestière contribue plus fortement à améliorer la santé des forêts. Pour renforcer l'efficacité de la conservation des forêts, les projets du DGM ont développé des critères de sélection de sous-projets pour s'assurer que les projets associent les femmes à la conception et la mise en œuvre de la proposition. Le DGM Mexique, le DGM Brésil et le DGM Burkina Faso font partie des pays qui obtiennent des résultats positifs grâce à des approches intégrant les questions de genre. Au Brésil, le palmier babassu assure la subsistance des femmes de la communauté Quilombola et des communautés traditionnelles par la commercialisation du pain, de l'huile et du savon dérivés de la noix et de la coque de babassu. Elles ont diversifié leurs activités et assuré leur avenir en transformant le babassu en plusieurs sous-produits commercialisés, tout en préservant le biome du Cerrado. De même, des femmes mayas au Mexique utilisent les restes de bois provenant d'une scierie locale certifiée par le Conseil de la bonne gestion forestière (FSC) pour fabriquer des articles de décoration et des meubles. Elles ont non seulement trouvé un moyen de faire vivre leurs familles, mais elles le font également de manière à protéger leurs forêts. Parallèlement à l'utilisation et à la transformation du babassu au Brésil, des femmes burkinabés au Burkina Faso récoltent du manioc et produisent du couscous à partir de la pâte de manioc. Cela a aidé les femmes burkinabés à parvenir à leur autonomisation économique, à accroître leur épargne, à acquérir des connaissances commerciales et à réduire la déforestation en ne dépendant plus pour leurs revenus de la commercialisation du bois.

ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES

Au Pérou, les peuples autochtones Ashaninka préservent leurs forêts tout en assurant aux membres de la communauté un revenu stable grâce à la commercialisation du cacao et du café et à la création d'une entreprise autochtone, Kemito Ene. L'entreprise Kemito Ene est née du désir des Ashaninkas de gérer leur propre production de cacao et de mettre en place un solide système de suivi et de surveillance dans leur pays d'origine. Grâce à la production et à la commercialisation de 200 tonnes de cacao par an, Kemito Ene a fourni aux producteurs de cacao Ashaninka une alternative à l'exploitation forestière, ainsi qu'une reconnaissance et une valorisation de leurs ressources naturelles. La production de cacao au Ghana a été accusée d'être responsable des taux rapides de déforestation dans le pays. Cependant, grâce au soutien et à l'utilisation par le DGM d'une production de cacao climato-intelligente, les PAPL ghanéens produisent maintenant du cacao de manière durable et offrent aux communautés une forme de génération de revenus. Au Mozambique, la production de noix de cajou et de miel fait l'objet de deux propositions de sous-projet du DGM. Grâce à l'apiculture durable, les communautés de PAPL du Mozambique sont également en mesure d'utiliser des produits dérivés du miel tels que la cire, à partir desquels ils peuvent fabriquer et vendre des bougies et des savons, entre autres produits. La production et la commercialisation de la noix de cajou ont permis aux membres de la communauté de constituer une épargne, de nourrir leur famille et d'utiliser les terres de manière durable.

Carte des ressources et activités

Les huit projets nationaux du DGM en cours portent sur la culture, la récolte et l'exploitation durables de diverses ressources naturelles dans le cadre d'activités DGM actuellement mises en œuvre ou proposées. Certaines de ces ressources et activités sont présentées ci-dessous.

RESSOURCES



BOIS D'ŒUVRE



CACAO



CAFÉ

ACTIVITÉS



AGROFORESTERIE



ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES



Mexique



Burkina Faso



Pérou



Brésil





CHICLÉ



MANIOC



MIEL



NOIX DE
BABASSU



NOIX DE
CAJOU



SOUMBALA



ÉGALITÉ DES
SEXES



RÉGIME FONCIER



PRODUITS NON
LIGNEUX



POLITIQUE



Ghana



Indonésie



Mozambique



République démocratique
du Congo



Photos

- Mexique: Des femmes mayas travaillant chez Lol Koópte Muebles. Crédit: MDE Mexique
- Pérou: Femme Ashaninka sélectionnant le cacao. Crédit: DGM Pérou
- Burkina Faso: Femmes burkinabés transformant du manioc. Crédit: DGM Burkina Faso
- Brésil: Production et commercialisation de sous-produits de noix de babassu. Crédit: DGM Brésil
- Ghana: Bénéficiaires du DGM Ghana visitant une plantation cacaoyère climato-intelligente. Crédit: DGM Ghana
- Indonésie: Bois pour la fabrication traditionnelle des bateaux pinisi à Tana Beru, Indonésie. Crédit: DGM Indonésie
- Mozambique: Hayford Duodu, un participant au 3e Échange régional Afrique, suit une formation sur l'apiculture durable à l'écododge M'pingwe à Catapu, Sofala, au Mozambique. Crédit: Projet mondial du DGM/Nathalia Penton
- RDC: Bénéficiaire du DGM RDC au cours de la formation sur les politiques foncières et le droits foncières des PA. Crédit: DGM RDC



Photos: Côte d'Ivoire, lors d'une mission de la Banque mondiale. Crédit: Banque mondiale/Meerim Shakirova



INFORMATIONS CLÉS SUR LE DGM EN AFRIQUE

6

PAYS DU DGM

5

AGENCES D'EXÉCUTION
NATIONALES SÉLECTIONNÉES

29.5

MILLIONS USD ALLOUÉS

2,053

PROPOSITIONS DE SOUS-
PROJETS REÇUE

6

COMITÉS DE PILOTAGE
NATIONAUX MIS EN PLACE

230

SOUS-PROJETS APPROUVÉS

COÛT MOYEN DE

21 200

(USD) PAR SOUS-PROJET

DGM Afrique

En février 2019, le Projet mondial du DGM a organisé son troisième Échange régional Afrique annuel dans la province de Sofala, au Mozambique. L'échange a rassemblé 22 représentants des PAPL originaires de 7 pays, dont un participant du Népal, dans le cadre de nos efforts visant à créer des possibilités d'échange entre régions.

Les principaux thèmes d'apprentissage de l'Échange ont porté sur les partenariats entre le secteur privé et les communautés pour la gestion des produits forestiers non ligneux, les mécanismes de partage des bénéfices, la gestion de la faune sauvage, la gestion des ressources naturelles (GRN) et l'importance des pratiques de gestion des terres communautaires et de surveillance écologique.

Au Mozambique, la majorité de la population vit dans des zones rurales et leur subsistance dépend dans une large mesure de l'important capital naturel du pays. Les forêts, la faune sauvage et l'agriculture contribuent de manière significative aux revenus et à l'approvisionnement en nourriture des communautés rurales. Il est essentiel pour le développement rural de garantir la durabilité et la résilience des ressources naturelles tout en s'assurant que les communautés bénéficient de ces ressources. Pour atteindre cet objectif, le projet du Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales du Mozambique (MozDGM) utilise une approche de développement de la chaîne de valeur. Au cours de l'échange, les participants ont eu l'occasion de visiter des projets emblématiques en cours axés sur l'apiculture durable, l'écotourisme et la production artisanale avec les communautés Matondo/Punque en partenariat avec la concession forestière TCT à Catapu, et de découvrir les mécanismes de partage des avantages découlant de la gestion des ressources forestières et fauniques et de l'agriculture de conservation avec la communauté de Tambarara et le comité de gestion des ressources naturelles du parc national de Gorongosa.

Entre les deux premiers Échanges régionaux Afrique du projet au Burkina Faso et au Global, le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 67 représentants de PAPL de 13 pays, représentant jusqu'à 24 organisations et réseaux nationaux et internationaux de PAPL. Huit de ces participants ont assisté aux deux échanges, au cours desquels ils ont partagé et renforcé leurs connaissances acquises lors du premier Échange régional Afrique.

« Dans notre école de l'environnement, nous essayons de dispenser une formation sur l'identification des espèces, l'apiculture, le reboisement et la lutte contre le braconnage. Nous avons des dortoirs pour les étudiants et les repas des élèves sont préparés à partir des cultures de Mphingwe. Ceci nous permet d'apporter une formation non seulement sur le plan théorique mais aussi sur le plan pratique. Quoique nous fassions dans les salles de classe, nous appliquons ensuite les mêmes principes sur le terrain. Il n'est pas toujours facile de motiver les gens à vouloir apprendre, car les humains sont naturellement résistants au changement. Mais le changement arrive et notre motivation à agir est aussi due à des raisons économiques et à la nécessité de trouver des moyens de subsistance. »

**– JAMES WHITE, TCT
DALMANN, MPHINGWE CAMP
LODGE, CATAPU, MOZAMBIQUE**



3e Échange régional Afrique : Mozambique. Crédit: Projet mondial du DGM/Luis Barquin

Burkina Faso



« Le projet DGM et le Projet d'Appui aux Populations vivant de la Forêt (PAPF) nous [ont aidé] à créer un syndicat pour la transformation du manioc en pâte de manioc et en «attieke», un aliment de base dans notre communauté et qui est très demandé par les peuples burkinabés. Cette activité fournit aux femmes un revenu stable sans avoir à extraire le bois des forêts avoisinantes. »

— FLORENCE BASSONO DE LA COOPÉRATIVE DE PRODUITS AGRICOLES DE LA COMMUNAUTÉ DE KYON DANS LA PROVINCE DE SANGUIE

Pour en savoir plus sur le DGM Burkina Faso, visitez le site

www.dgmglobal.org/burkinafaso.



Femme burkinabé travaillant des graines de néré pour la production de souboumbala. Crédit: DGM Burkina Faso

Pour réduire les facteurs de déforestation et de dégradation des forêts, le DGM Burkina Faso concentre ses efforts et ses ressources sur le renforcement des capacités des PAPL et soutient le développement d'activités de GRN économiques et durables. Le DGM Burkina Faso met en œuvre 85 micro-projets et sous-projets et fournit des avantages en termes de moyens de subsistance à 130 219 personnes. Parmi les 85 initiatives communautaires, 53 microprojets sont axés sur la génération de revenus et des moyens de subsistance durables, et 32 sous-projets aident à la gestion durable des ressources naturelles et à l'amélioration des conditions de vie.

Il est essentiel d'intégrer pleinement la dimension du genre pour obtenir les avantages environnementaux recherchés par le Burkina Faso. Afin de surmonter les obstacles rencontrés par les femmes membres des PAPL dans la gouvernance des projets, le programme a défini des critères de sélection spécifiques lors de l'évaluation des micro-projets et sous-projets, ce qui a permis aux organisations dirigées par des femmes de mettre en œuvre plus de 50 % des 85 initiatives communautaires du programme. Le maïs, les noix de cajou, le souboumbala et le manioc font partie des produits cultivés et commercialisés par le DGM Burkina.

Les budgets alloués à ces microprojets vont de 8 000 USD à 18 000 USD environ et ils devraient durer environ un à deux ans. Les thématiques couvertes par les projets vont de la production et de la commercialisation de produits forestiers non ligneux à la création de pépinières et au soutien à l'apiculture en tant que moyen de subsistance durable. Le DGM Burkina Faso a soutenu ses microprojets en fournissant une formation ciblée sur des sujets pertinents, tels que la commercialisation des produits, l'utilisation de produits forestiers non ligneux et les techniques de reboisement.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT : 4,5 millions USD

Approbation du FIP : Juin 2015

Approbation de la Banque mondiale :

Septembre 2015

Mise en œuvre : Septembre 2015 – juin 2020

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

11 représentants des communautés locales

- 8 hommes/3 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION

NATIONALE : Union

internationale pour la

conservation de la nature (UICN)

- Burkina Faso



Parmi les réalisations les plus importantes du programme au cours de l'année écoulée figurent l'autonomisation de femmes comme Florence Bassono (voir citation) et l'accent mis par le pays sur des activités d'éducation à l'environnement dans cinq régions ciblant des étudiants et des enseignants. En associant les jeunes aux efforts du programme, le DGM Burkina Faso

prépare la prochaine génération de dirigeants des PAPL à gérer et à protéger de manière durable les ressources naturelles de leur communauté.

Les principales caractéristiques du DGM Burkina Faso sont les suivantes :

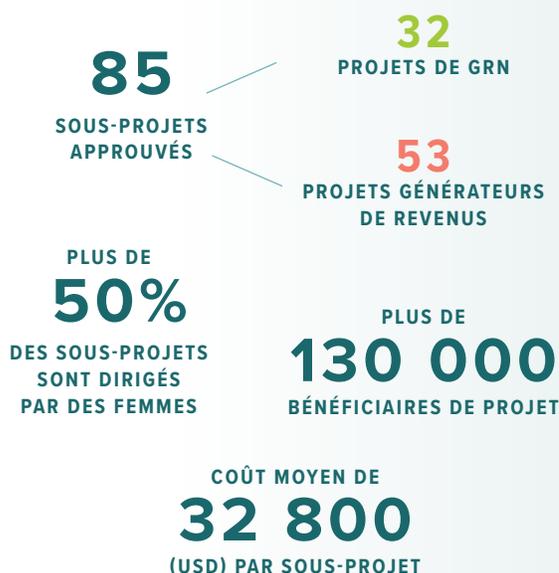
- Des formations qui répondent aux besoins de la communauté et aident à la mise en œuvre efficace de sous-projets ainsi qu'à une participation renforcée à l'élaboration des politiques nationales et internationales
- Un soutien à la participation des communautés locales aux discussions sur REDD+ et les changements climatiques aux niveaux national et international

COUP DE PROJECTEUR SUR UN MICRO-PROJET

Autonomisation des femmes, résolution des conflits et génération de revenus – Groupe de femmes Allah Wallou

Grâce au soutien du DGM Burkina Faso, le groupe de femmes Allah Wallou a pu choisir un bâtiment pour la production de produits laitiers dans la communauté de Sapouy, dans la région centre-ouest du pays. Les composantes clés du projet sont l'élevage, la génération de revenus et l'autonomisation des femmes. La production et la commercialisation de produits laitiers aident les femmes de la communauté Sapouy à augmenter leurs revenus, à renforcer leurs capacités opérationnelles et à améliorer leur qualité de vie globale. Le projet aborde également la gestion et la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs. En 2019, le groupe de femmes Allah Wallou a transformé et commercialisé plus de 5 000 litres de lait de vache. L'intérêt manifesté dans la région pour le lait produit par le groupe Allah Wallou a renforcé la valeur de la production laitière et, plus important encore, il a inculqué aux femmes un plus grand sentiment d'estime de soi et de confiance en elles, car elles se rendent compte maintenant de leur contribution et de leur place dans la communauté Sapouy et au-delà.

INFORMATIONS CLÉS



RESSOURCES ET ACTIVITÉS



NOIX DE CAJOU



MANIOC



SOUMBALA



ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES



ÉGALITÉ DES SEXES



PRODUITS NON LIGNEUX



Femme burkinabé du MDE Burkina Faso va chercher de l'eau. Crédit: DGM Burkina Faso

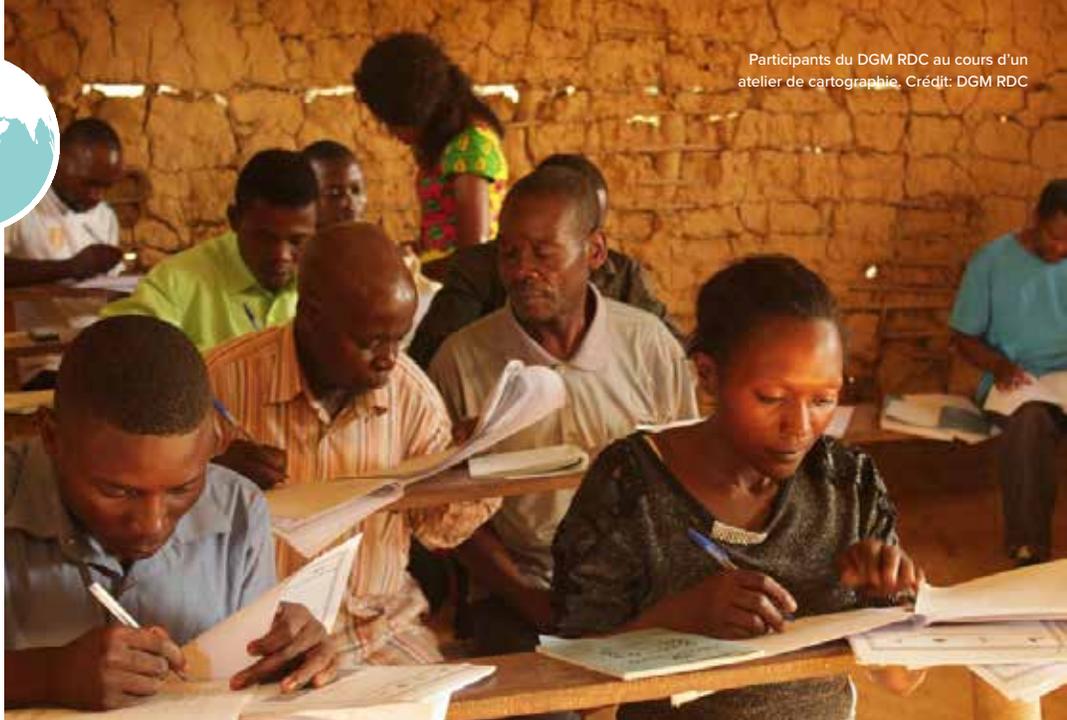
République démocratique du Congo



« Dans le passé, beaucoup de gens pensaient que les peuples autochtones n'avaient pas de valeurs culturelles ni d'intellectuels. Cependant, avec le DGM, quand il y a des réunions, les représentants des PAPL essaient de démontrer pourquoi ils sont les gardiens des forêts. Les PAPL partagent leurs expériences et apportent leurs connaissances sur la manière de vivre avec les forêts. Les PAPL montrent comment ils gèrent les forêts et leurs ressources de manière durable, car si les forêts n'étaient pas bien gérées, cela entraînerait leur propre disparition. »

— MEMBRE DU NSC DU DGM RDC

Pour en savoir plus sur le DGM RDC, consultez le site www.dgmglobal.org/drc et le site web du projet, www.peuplesautochtones.cd.



La République démocratique du Congo (RDC) abrite le plus grand biome forestier d'Afrique, sur une surface qui représente près des deux tiers de son territoire national. Environ 40 millions de personnes, incluant les peuples autochtones Twa, Mbuti, Baka et Batwa, qui représentent 3 % de la population totale du pays, dépendent des forêts de RDC pour leurs ressources naturelles et leurs moyens de subsistance. Le pays présente également l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde. Les principaux objectifs du DGM RDC sont les suivants :

- Renforcer les capacités financières et administratives des PAPL afin d'améliorer l'accès au financement ;
- Renforcer les capacités des PAPL à exercer une influence sur l'élaboration des politiques à l'échelon national grâce à un travail de plaidoyer et de lobbying ;
- Accorder des subventions aux communautés pour soutenir des moyens de subsistance durables grâce au développement commercial des ressources naturelles, des ressources culturelles et des connaissances traditionnelles ;
- Tester des systèmes innovants en matière de gestion forestière communautaire et de reconnaissance des systèmes de gouvernance traditionnels pour une transposition à l'échelle nationale ;

- Collaborer avec le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de la RDC (REPALEF) afin de mettre en place un Mécanisme de retour d'expérience et de résolution des différends axé sur le suivi de la satisfaction des bénéficiaires et le recueil du retour d'expérience au niveau local.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

6 millions USD

Approbation du FIP : Juin 2015

Approbation de la Banque mondiale :
Avril 2016

Mise en œuvre : Avril 2016 - juillet 2021

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

27 membres

- 21 hommes/6 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION

NATIONALE : -Caritas Congo



Gestion et cartographie des terres communautaires dirigées par les peuples autochtones

« Gestion forestière communautaire pilote » du DGM RDC, l'OSAPY aide les PAPL à élaborer des cartes des terres communautaires et des plans de gestion des concessions forestières communautaires, des sites patrimoniaux et des zones de conservation. Au cours de l'année écoulée, le DGM RDC a élaboré deux plans cadastraux pour les villages de Kiri et Mambasa, et 158 PAPL ont été formés à la manipulation de GPS. En outre, deux études socio-économiques sur les forêts communautaires ont été réalisées et les informations historiques, géographiques, sociales, économiques et environnementales de deux sites ont été documentées et mises à disposition.

Au cours de l'année écoulée, le DGM RDC a concentré ses efforts sur le renforcement de la participation des PAPL aux processus de gestion des forêts et des terres en organisant des ateliers et une formation sur l'élaboration et la validation du plan stratégique de reconnaissance des terres des Pygmées et en continuant de soutenir la Loi sur les peuples autochtones. Le DGM RDC s'est également attaché à former des alliances avec l'Assemblée nationale pour intégrer et traiter en priorité les droits des PA dans la Stratégie nationale de la RDC. L'une de ses principales réalisations a consisté à faire inclure une section sur les peuples autochtones (« Sécuriser les droits forestiers des peuples autochtones dans le développement de la foresterie communautaire en RDC ») dans la Stratégie nationale de foresterie communautaire. Parmi les autres activités figurent l'identification d'idées de sous-projets et la formation des opérateurs de sous-projets à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de projets.

Les sous-projets porteront sur l'élevage (porcins, volailles, chèvres et poissons), l'agroforesterie, l'apiculture et la production alimentaire (manioc, haricots, oignons et riz). Le DGM RDC a également identifié des sites pour des concessions forestières communautaires locales (CFCL) ou des aires de patrimoine autochtone et communautaire (APAC) dans les territoires de Kiri et Mambasa et a apporté son soutien aux processus d'attribution de droits fonciers et de reconnaissance légale des peuples autochtones de Kiri (province de Mai-Ndombe) et Lusambo (province de Sankuru).

Si Caritas Congo, en tant que NEA, supervise la mise en œuvre globale du projet, le DGM RDC travaille en partenariat avec d'autres organisations pour mettre en œuvre ou soutenir différents éléments du plan de travail du DGM RDC. Les partenaires comprennent l'Alliance nationale d'appui et de promotion des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (ANAPAC-RDC), la Dynamique des groupes des peuples autochtones (DGPA), la Ligue nationale des associations autochtones pygmées du Congo (LINAPYCO), l'Organisation d'accompagnement et d'appui aux Pygmées (OSAPY) et REPALF. L'une des principales réalisations du DGM RDC a été l'augmentation du nombre de représentants de PA au sein des organes de décision locaux, provinciaux et nationaux, ainsi que le renforcement institutionnel et organisationnel du REPALF. Grâce aux efforts de plaidoyer du programme, les avis des PA sont désormais pris en compte dans les grandes décisions politiques.



Réunion du groupe de discussion des femmes du DGM RDC. Crédit: DGM RDC

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



MANIOC



ÉGALITÉ DES SEXES



RÉGIME FONCIER



POLITIQUE

Ghana



« La connaissance engendre la prospérité. Ma communauté, Krabonso [située] dans la région de Bono-Est au Ghana, a choisi la culture agroforestière de la noix de cajou [comme projet DGM]. Cela a rassemblé les habitants de Krabonso, cela a uni la communauté et nous sommes conscients que dans le futur, cela réduira le changement climatique et nous rapportera des revenus. »

— AKUA YEBOAH/COMMUNAUTÉ DE KRABONSO



Sensibilisation au processus de demande de subvention. Crédit: DGM Ghana

Le programme du DGM du Ghana est fortement axé sur le renforcement des connaissances et pratiques des communautés locales sur les processus REDD+ et la gestion durable des forêts. Il vise aussi à rendre plus respectueuse de l'environnement la chaîne d'approvisionnement en cacao qui entraîne actuellement une perte de forêts par le biais de l'expansion de l'agriculture. Présentant l'un des taux de déforestation les plus élevés au monde, le Ghana perd plus de 2 % de ses forêts chaque année, ce qui a un impact négatif sur les communautés locales qui dépendent des ressources naturelles de ces forêts. En réponse à ce contexte, le DGM Ghana comporte les éléments clés suivants :

- Une structure de formation à plusieurs niveaux qui vise à mieux faire connaître le DGM, REDD+ et les changements climatiques, et offre une formation plus spécialisée et des possibilités de financement de sous-projets aux membres de la communauté qui se sont portés volontaires pour poursuivre leur engagement ;
- Une formation spécialisée à l'intention des chefs et des anciens mettant l'accent sur les compétences en leadership et les coûts à long terme de la déforestation et de l'exploitation minière à ciel ouvert, ainsi qu'une formation spécialisée à l'intention des femmes pour

accroître leur participation aux activités de renforcement des capacités ;

- Des opportunités pour certains participants de rendre visite aux sites d'initiatives de gestion forestière réussies au Ghana et dans d'autres pays, pour apprendre comment les communautés et les organisations communautaires peuvent jouer un rôle de premier plan dans la foresterie durable ;
- Trois guichets de dons pour les membres de la communauté bénéficiant d'une formation poussée pour solliciter un financement au travers leur communauté (jusqu'à 40 000 dollars par communauté), en tant qu'individus (jusqu'à 3 500 dollars par proposition) et par le biais d'organisations communautaires (jusqu'à 30 000 dollars par organisation) ;
- Des catégories prédéterminées d'initiatives communautaires, parmi lesquelles figurent le développement de la végétation pour améliorer la fertilité du sol, des moyens de subsistance durables, la conservation des ressources en eau et la réduction de la déforestation et des émissions de carbone.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

5,5 millions USD

Approbation du FIP : septembre 2016

Approbation de la Banque mondiale : avril 2017

Mise en œuvre : août 2017 - novembre 2021

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

13 membres

- 11 hommes/2 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :

Solidaridad

Solidaridad

Pour en savoir plus sur le DGM Ghana, visitez le site www.dgmglobal.org/ghana.

Au cours de l'année écoulée, le DGM Ghana a concentré ses efforts sur :

- le renforcement des capacités sur les changements climatiques et la formation à l'affectation des terres.
- les forages mécanisés fonctionnant à l'énergie solaire
- les systèmes de culture du cacao climato-intelligents
- les cultures d'igname et les plantations de cajou climato-intelligentes
- l'apiculture
- la protection des bassins versants
- les systèmes d'éclairage solaire
- les initiatives de reboisement communautaire

Parmi les principales réalisations de l'année écoulée, on peut citer la sélection de 99 bénéficiaires individuels, 17 308 participants à des formations, dont environ 50 % sont des femmes, plus de 530 000 plants cultivés (noix de cajou, acacia et autres espèces d'arbres) et un renforcement du leadership et de la participation des femmes.

INFORMATIONS CLÉS/ DONNÉES

1,276

DEMANDES REÇUES

483

DEMANDES ACCEPTÉS POUR ÉVALUATION ULTÉRIEURE

99

PERSONNES DE 34 COMMUNAUTÉS BÉNÉFICIAIRES ONT REÇU DES SUBVENTIONS

39%

DE FEMMES

TROIS GUICHETS DE SUBVENTION : COMMUNAUTÉ, OC OU INDIVIDU.

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



NOIX DE CAJOU



MANIOC



CACAO



MIEL



AGROFORESTERIE



ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES



ÉGALITÉ DES SEXES



PRODUITS NON LIGNEUX

REPORTAGE

Inclusion des questions de genre

Les changements climatiques ont de profondes répercussions sur les moyens de subsistance des femmes et les recherches ont montré que l'amélioration de l'accès des femmes à la terre et à d'autres moyens de production permettrait d'accroître les rendements agricoles.

Pour faire face aux conséquences sexospécifiques du changement climatique et aux obstacles auxquels se heurtent les femmes des PAPL, le DGM Ghana a adopté des approches visant à garantir l'inclusion du genre dans toutes les activités. Plus spécifiquement, pour encourager une participation maximale des dirigeantes traditionnelles (reines mères) aux activités du projet, le DGM Ghana fait des formations distinctes en fonction du sexe afin de s'assurer que les femmes se sentent suffisamment à l'aise pour participer. De plus, le DGM Ghana organise le programme de formation de manière à s'adapter au programme des reines mères. Pour aider davantage les femmes, le programme a chargé des membres de l'équipe de s'occuper de leurs enfants pendant les activités de formation, **de façon** à limiter les interruptions et à accroître les possibilités d'implication et de participation des mères. Il est essentiel de favoriser la participation des femmes aux formations pour accroître la probabilité qu'elles puissent diriger et mettre en œuvre des sous-projets.



Démonstration sur le terrain. Crédit: DGM Ghana

Mozambique



« Je suis membre du Comité de gestion des ressources naturelles de ma communauté [de Zambezie], où nous aspirons à préserver nos connaissances afin de protéger nos ressources naturelles. Des membres de la communauté se sont intéressés [au comité] et ont voulu en faire partie. Nous nous sommes rapidement rendu compte que nous avions suffisamment de personnes pour devenir une association. En tant qu'association, nous sommes en mesure de travailler sur plus d'initiatives et d'avoir plus d'impact. Nous avons créé différents groupes d'intérêt au sein du comité [tels que] le groupe d'intérêt des femmes axé sur les ustensiles de cuisson et les plantes médicinales. Les membres reçoivent 75 % de ce qu'elles produisent, les 25 % restants étant affectés à la conservation des concessions forestières. Nous avons également créé un groupe d'intérêt sur la menuiserie et une pépinière pour la plantation, tous dans l'intention de récolter de manière durable nos ressources naturelles. »

– ANTONIO MACAULA,
MEMBRE DU NSC DU MOZDGM

Pour en savoir plus sur le DGM Mozambique, consultez le site www.mozdgm.org.mz et sa page sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org/mozambique.



Danse de bienvenue au cours du 3e Échange régional Afrique au Mozambique. Crédit: Projet mondial du DGM/Nathalia Penton

Les forêts recouvrent environ la moitié du territoire du Mozambique. La majorité de la population vit dans des zones rurales et leur subsistance dépend dans une large mesure de l'important capital naturel du pays. Les forêts, la faune sauvage et l'agriculture jouent un rôle fondamental dans l'économie nationale et sont une ressource précieuse pour les communautés locales du pays, qui s'appuient largement sur elles pour leurs activités génératrices de revenus, pour leur alimentation, leur énergie et leurs médicaments. Malgré l'importance des forêts mozambicaines, le pays présente un taux de déforestation de près de 140 000 hectares par an, les principaux facteurs étant la conversion à l'agriculture, l'utilisation du bois pour la biomasse et l'expansion urbaine. Les principaux éléments du DGM Mozambique (MozDGM) sont les suivants :

- Mettre l'accent sur la gestion intégrée des paysages (GIP) et la gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) ;
- Renforcer les capacités des communautés et des organisations communautaires (OC) ;
- Favoriser l'élaboration participative de propositions de politiques nationales soutenant la GCRN sur la base des leçons tirées des sous-projets du DGM ;
- Soutenir les activités de GCRN grâce au renforcement des capacités, à l'assistance technique et au financement de sous-projets visant à accroître les revenus ruraux, à réduire la déforestation, à promouvoir des activités économiques durables et à renforcer l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ;

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

4,5 millions USD

Approbation du FIP : Août 2016

Approbation de la Banque mondiale :

Décembre 2017

Mise en œuvre : Février 2018 - février 2023

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

13 les membres votants

- 8 hommes/4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :

Fonds mondial pour la nature (WWF) Mozambique



- Soutenir les partenariats avec le secteur privé pour accroître l'accès au marché et le soutien institutionnel aux communautés et aux organisations communautaires.

Accords de paiement des réductions d'émission

En février 2019, le Mozambique a signé l'un des premiers accords de paiement des réductions d'émission (ERPA) avec le Fonds carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), qui a permis de débloquer 50 millions USD pour soutenir les efforts déployés par le pays pour réduire les émissions de carbone de son secteur forestier. Cette étape fait partie d'un effort conjoint soutenu par la Banque mondiale par le biais du portefeuille de GIP. Le MozDGM fait partie d'un investissement plus vaste et à plus long terme visant à soutenir les communautés dépendantes de la forêt et le développement durable. La route est longue et il reste beaucoup de travail à faire, mais les attentes relatives à la gestion intégrée des paysages et au MozDGM sont très grandes et constituent une étude de cas intéressante à mesure que de nouveaux pays rejoignent et mettent pleinement en œuvre le DGM.



Visite communautaire au cours de 3e Échange régional Afrique au Mozambique. Crédit: Projet mondial du DGM/Nathalia Penton



NEA du DGM Mozambique et participants au cours de l'échange. Crédit: Projet mondial du DGM

L'année dernière, le lancement officiel du projet DGM en février 2018, ainsi que le premier appel à propositions et l'accueil du troisième Échange régional Afrique, ont constitué une étape importante pour le MozDGM. Depuis le début de sa mise en place, le MozDGM a progressé dans l'établissement et le renforcement de relations avec des entreprises privées afin de soutenir la mise en œuvre de projets communautaires locaux, de faciliter l'accès aux marchés et de permettre un partage d'expérience.

Au cours de l'année écoulée, le MozDGM a mis en œuvre une vaste campagne de sensibilisation qui visait à informer les communautés locales de l'appel à propositions du projet et à sensibiliser à ses objectifs. Ces communications ont permis au MozDGM de toucher plus de 1 500 membres des communautés des provinces du Zambèze et de Cabo Delgado et de recevoir en conséquence 287 propositions des communautés. En raison de son lancement récent, le MozDGM a développé différents outils pour guider la mise en œuvre du projet au cours de la dernière année. Parmi ces outils figurent une stratégie de lobbying et de plaidoyer, une stratégie de communication, une plate-forme sur les politiques de sauvegardes, un manuel de suivi et d'évaluation ainsi que le lancement du site web du MozDGM.

INFORMATIONS CLÉS

287

PROPOSITIONS DE PROJETS COMMUNAUTAIRES REÇUES

La liste des types de projets potentiels comprenait :

- **ÉCOLOGES COMMUNAUTAIRES**
- **PLANTES MÉDICINALES**
- **ARTISANAT**
- **APICULTURE**

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



NOIX DE CAJOU



MIEL



BOIS D'ŒUVRE



AGROFORESTERIE



ÉGALITÉ DES SEXES



PRODUITS NON LIGNEUX

Le DGM en Asie

Le DGM a organisé deux Échanges régionaux Asie, au cours desquels le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 42 représentants de PAPL de 11 pays, représentant plus de 12 organisations et réseaux nationaux

et internationaux de PAPL. Au sein de ce groupe, quatre participants ont assisté aux deux Échanges régionaux Asie, et ils ont partagé et renforcé les connaissances qu'ils avaient acquises lors de la première rencontre.

Le premier Échange régional Asie a eu lieu à Chiang Mai, en Thaïlande, en février 2017. Au cours de cet événement, les participants ont pris part à une séance de cartographie participative de réseaux et ont découvert, entre autres, l'Accord de Paris, les Contribution déterminée au niveau national (CDN) et le Fonds vert pour le climat. En février 2018, le Projet mondial du DGM a organisé son deuxième Échange régional Asie annuel dans le Sulawesi du Sud, en Indonésie. Cet échange a porté sur les droits fonciers et la gestion forestière communautaire et a permis aux participants de discuter de la sécurité foncière, des questions de genre et de la gestion durable des forêts et de rendre visite à une communauté connue pour la fabrication du pinisi, un bateau traditionnel.

« Lors de l'Échange régional Asie en Indonésie, nous avons visité une communauté autochtone où nous avons pu découvrir les pratiques traditionnelles uniques des PAPL. Dans le cadre de cette [expérience], j'ai eu la chance de tirer des enseignements de leurs modèles positifs et de faire découvrir les pratiques de culture itinérante dans la région montagneuse du Myanmar utilisées par ma communauté. »

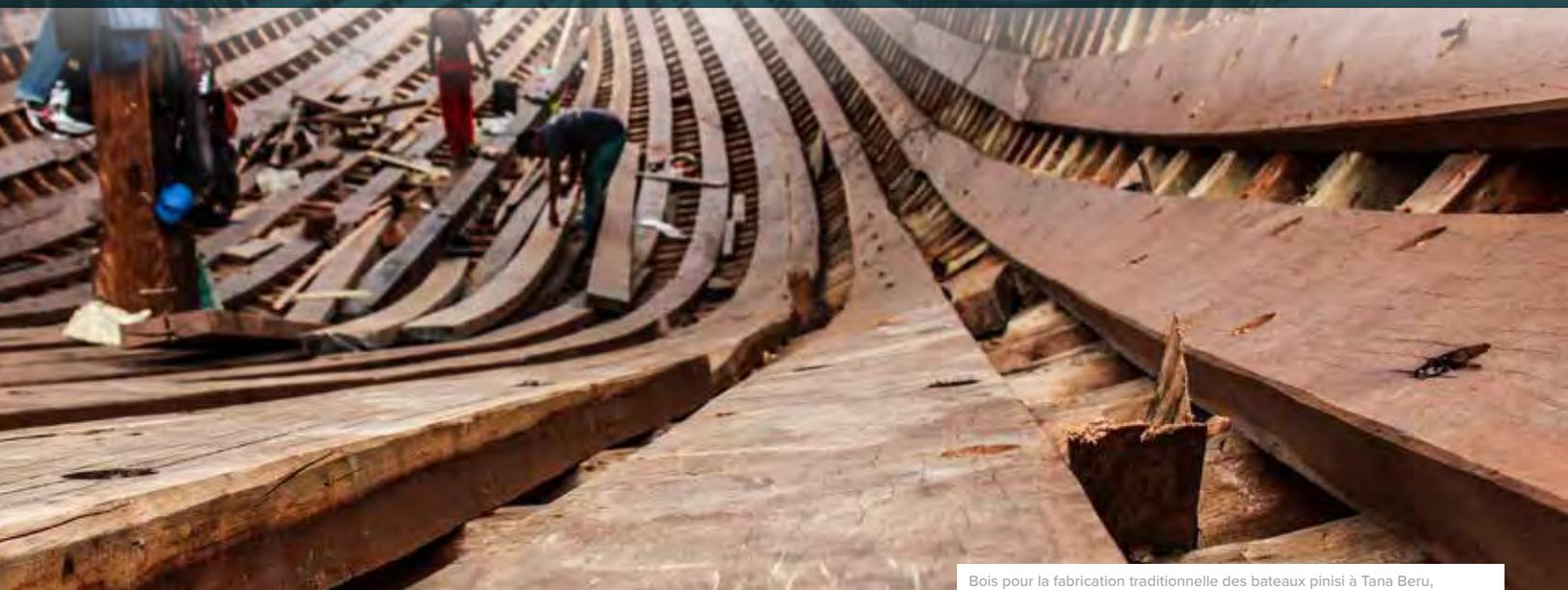
— PARTICIPANT À L'ÉCHANGE RÉGIONAL ASIE

« Ma participation au deuxième Échange régional Asie m'a permis de mieux comprendre le rôle des peuples autochtones dans la gestion durable des forêts et de partager les meilleures pratiques de la région avec ma communauté. »

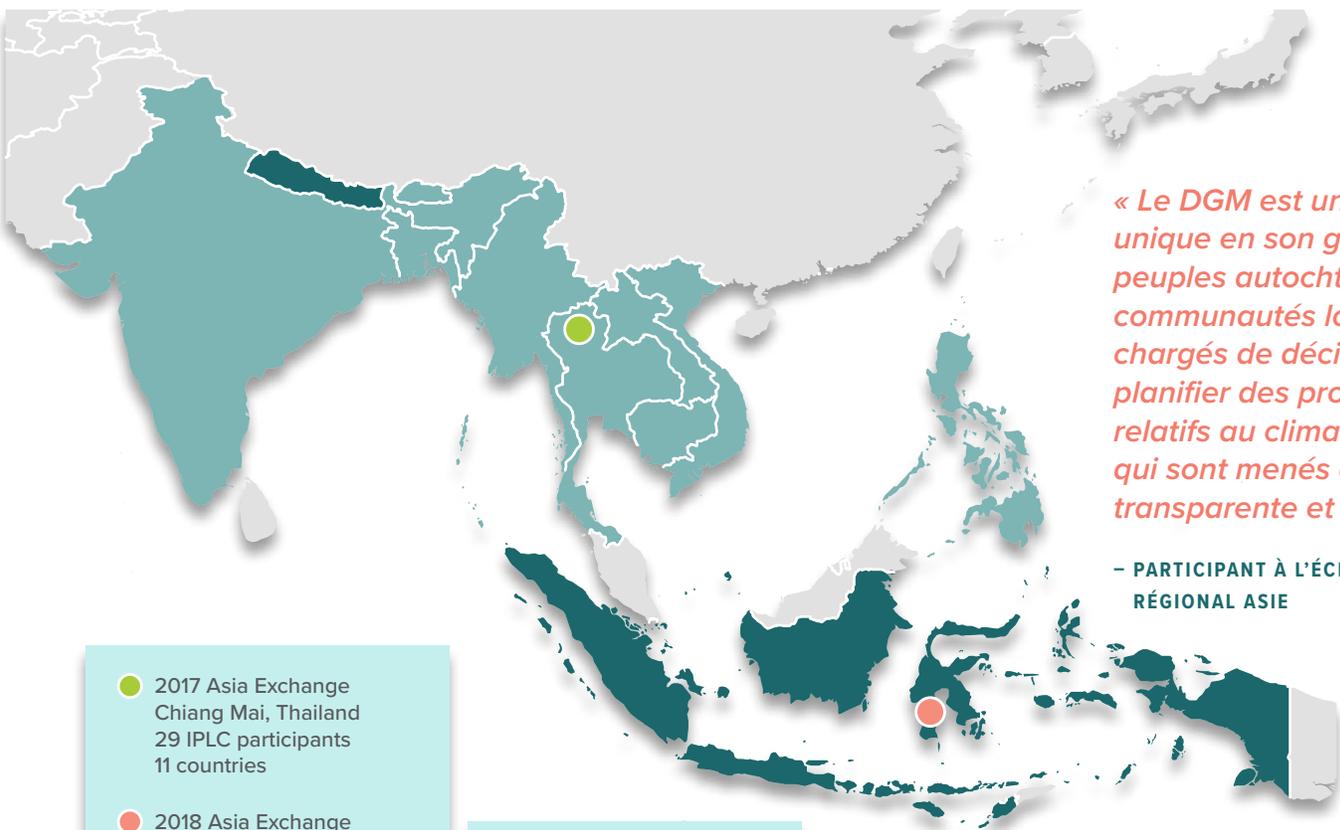
— PARTICIPANT À L'ÉCHANGE RÉGIONAL ASIE



Produits autochtones au salon Jayapura. Crédit: Anggit Saranta



Bois pour la fabrication traditionnelle des bateaux pinisi à Tana Beru, Indonésie : Phnom Thano



« Le DGM est un mécanisme unique en son genre, car les peuples autochtones et les communautés locales sont chargés de décider et de planifier des programmes relatifs au climat et à la forêt, qui sont menés de manière transparente et inclusive. »

– PARTICIPANT À L'ÉCHANGE RÉGIONAL ASIE

- 2017 Asia Exchange
Chiang Mai, Thailand
29 IPLC participants
11 countries
- 2018 Asia Exchange
South Sulawesi, Indonesia
15 IPLC participants
6 countries

- DGM Countries
- Non-DGM Countries

INFORMATIONS CLÉS

2

PAYS DU DGM

1

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE SÉLECTIONNÉE

11

MILLIONS USD ALLOUÉS

209

PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS REÇUES

2

COMITÉS DE PILOTAGE NATIONAUX MIS EN PLACE

21

SOUS-PROJETS APPROUVÉS

COÛT MOYEN DE
74 300
(USD) PAR SOUS-PROJET



Nusa Est, Indonésie. Crédit: Aulia Erlangga

Indonésie



« Si vous avez un bon mécanisme transparent en place, les gens l'utiliseront. Créez-le et ils viendront »

— ABDON NABABAN, AMAN

« Il est très motivant de parler ensemble [à la fois] aux peuples autochtones et aux communautés locales, car les deux groupes ont été confrontés à de nombreux problèmes, [comme] les problèmes de régime foncier et [même] si nous avons une histoire différente, nous avons des problèmes similaires. C'est pourquoi [le DGM] est très positif, il permet un partage des avantages non seulement pour les peuples autochtones mais aussi pour les communautés locales.»

— MINA SETRA, COPRÉSIDENTE DU GSC ET PRÉSIDENTE DU NSC DU DGM INDONÉSIE

Pour en savoir plus sur le DGM Indonésie, consultez le site web du projet www.dgmindonesia.id et sa page sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org/indonesia.



Femmes de la communauté ORPA Nambuung à l'exposition Jayapura. Crédit: Anggit Saranta

L'Indonésie est dotée de la troisième plus grande superficie de forêts tropicales au monde, et de la plus vaste de toute l'Asie. Le pays compte une population de 50 à 70 millions de membres de peuples autochtones qui dépendent largement des écosystèmes naturels pour leur subsistance. Cependant, ces ressources naturelles sont en net déclin, en raison de la déforestation en augmentation, qui menace le bien-être et la culture des peuples autochtones. En tant que « gardiens des forêts », les PAPL pourraient jouer un rôle clé dans la protection de ces forêts, mais leur efficacité est limitée par l'insécurité foncière et le manque d'accès à l'information et aux services publics.

Le DGM Indonésie répond à cette situation dans la conception de son projet, qui vise à renforcer les capacités des PAPL à participer aux processus sur la sécurité foncière et aux moyens de subsistance liés à la gestion durable des forêts et des terres.

Au cours de l'année écoulée, le DGM Indonésie a achevé le processus de sélection de la deuxième série de propositions de sous-projets et le Comité de pilotage national a été formé sur le régime foncier, la réforme agraire, la foresterie sociale et REDD+. En outre, les contrats portant sur les sous-projets du premier appel à propositions ont été signés en août 2018. Au cours du deuxième appel, 247 propositions ont été reçues, 59 ont été présentées au NSC et 28 ont été sélectionnées par le Comité de pilotage national pour financement. L'ensemble des sous-projets du premier et du second cycle sont situés dans 7 régions et 17 provinces.

Pour promouvoir l'inclusion des questions de genre dans la conception des sous-projets, le DGM Indonésie a chargé un Conseiller sur les questions de genre d'examiner les propositions et de s'assurer que les soumissions incluaient les femmes dans les activités et la prise de décision, avec comme objectif une participation de 30 % de femmes. Grâce à des efforts ciblés visant à accroître la participation des femmes aux activités, le projet a dépassé au cours de l'année dernière son objectif d'assurer au moins 30 % de participation des femmes aux activités de consultation.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT : 6,5^e millions USD
Approbation du FIP : Décembre 2016
Approbation de la Banque mondiale : Mars 2017
Mise en œuvre : Juin 2017 - juin 2021

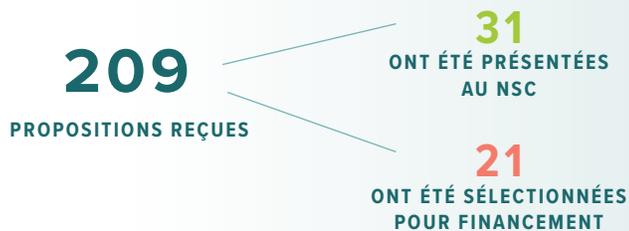
COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :
9 membres votants
- 5 hommes/4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE : Institut Samdhana

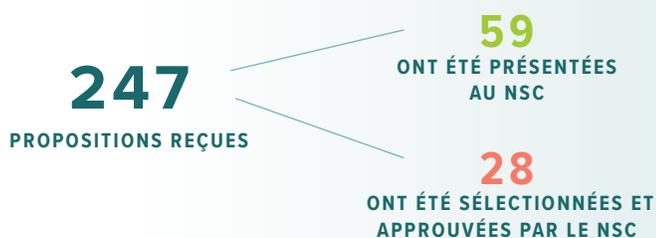


INFORMATIONS CLÉS/ DONNÉES

PREMIER CYCLE DE SOUS-PROJETS :



DEUXIÈME CYCLE DE SOUS-PROJETS :



LES SOUS-PROJETS SONT AXÉS SUR :

- La sensibilisation, la mobilisation et le renforcement des capacités des communautés ;
- Les questions relatives au régime foncier ;
- Renforcement des capacités pour améliorer les moyens de subsistance.

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



BOIS D'ŒUVRE



ÉGALITÉ DES
SEXES



RÉGIME FONCIER



POLITIQUE

REPORTAGE

Approches de la gestion pacifique des conflits fonciers

L'approche pacifique des conflits fonciers fait l'objet d'une discussion approfondie entre le NSC et le NEA. Cette discussion a été présentée par le Dr Ichsan Malik de l'Université d'Indonésie, également membre de l'Institut Samdhana. La discussion sur l'approche de gestion pacifique des conflits fonciers a été menée dans le cadre de l'atténuation de la violence dans le traitement des conflits fonciers. Dans la réalisation des activités du DGM en Indonésie, des approches et des méthodes pouvant être utilisées pour résoudre les conflits fonciers avec une approche non violente sont jugées nécessaires. Cela reflète les diverses expériences de la mise en œuvre du projet DGM-Indonésie.



Des membres de la communauté indigène Kajang font un spectacle à l'occasion du 2e Échange régional Asie du DGM. Crédit: Phnom Thano

DGM Amériques



Femmes Xavante avec un ensemble de semences. Crédit: Chris Diewald

Le Projet mondial du DGM a organisé deux Échanges régionaux Amériques au cours des trois dernières années. Le premier échange a eu lieu au Brésil en 2017 et le second au Pérou en 2018. Le Projet mondial du DGM a soutenu l'apprentissage et l'échange de connaissances entre 43 représentants de PAPL de 13 pays, représentant plus de 22 organisations et réseaux nationaux et internationaux de PAPL. Sur l'ensemble de ce groupe, cinq participants ont assisté aux deux Échanges régionaux Amériques, et ils ont partagé et renforcé les connaissances qu'ils avaient acquises lors de la première rencontre.



INFORMATIONS CLÉS

4

PAYS DU DGM

3

AGENCES D'EXÉCUTION
NATIONALES SÉLECTIONNÉES

22.5

MILLIONS USD ALLOUÉS

973

PROPOSITIONS DE
SOUS-PROJETS REÇUES

3

COMITÉS DE PILOTAGE
NATIONAUX MIS EN PLACE

176

SOUS-PROJETS APPROUVÉS

COÛT MOYEN DE
39 100
(USD) PAR SOUS-PROJET

«[L'Échange du DGM] nous permet d'apprendre à mieux connaître les autres participants et les expériences menées dans chaque pays, et il nous donne l'assurance nécessaire pour parler des problèmes qui nous affectent et maintient la motivation de nos frères et sœurs des autres communautés et les aide à mieux comprendre le contexte régional.»

— PARTICIPANT À L'ÉCHANGE RÉGIONAL AMÉRIQUES DU DGM

«En participant aux Échanges régionaux Amériques du DGM, j'ai acquis une meilleure compréhension de REDD+ et des opportunités offertes aux peuples autochtones. Cela a permis d'ouvrir une discussion sur l'adaptation au changement climatique qui découle de la gestion des écosystèmes et de la réduction des pratiques qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre.»

— PARTICIPANT À L'ÉCHANGE RÉGIONAL AMÉRIQUES DU DGM

Le Mexique est l'un des pays du monde les plus riches en biodiversité et un grand nombre d'espèces vivent dans les forêts, qui recouvrent un tiers du pays. Il compte également l'une des populations autochtones les plus importantes et les plus diversifiées d'Amérique latine, avec une population de 12,7 millions de personnes membres des PA représentant 13 % de la population nationale. Actuellement, le Mexique est confronté à un taux de déforestation très élevé, d'environ 150 000 hectares par an, principalement dû à l'expansion de l'agriculture et de l'élevage. Ce recul rapide des forêts menace la biodiversité du Mexique et de nombreux autres services environnementaux liés aux forêts, ainsi que les moyens de subsistance des communautés de PAPL qui en dépendent. Le DGM Mexique mène ses activités dans les États d'Oaxaca, de Jalisco, de Campeche, de Quintana Roo et du Yucatan, en se concentrant sur les priorités suivantes :

- Un soutien aux projets communautaires axés sur la demande et sur l'amélioration des moyens de subsistance locaux, avec un guichet de financement unique pour les petites propositions innovantes, et un autre pour des projets plus importants proposés par des organisations productives et des entreprises communautaires, visant à mobiliser des ressources, élargir l'accès aux marchés et renforcer les services financiers.
- Une formation ciblée pour les promoteurs communautaires locaux sur l'inclusion financière et REDD+ afin qu'ils puissent identifier des opportunités de sous-projets prometteuses dans leurs communautés.
- La facilitation d'opportunités de partage des connaissances, permettant à des membres de la communauté de rendre visite à d'autres communautés ou organisations qui ont plus d'expérience dans une activité donnée et d'apprendre auprès d'elles.
- L'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation participatif pour les sous-projets afin qu'ils puissent mesurer leur propre performance.
- L'élaboration d'un Plan de gestion environnementale pour chaque sous-projet basé sur le Cadre de sauvegardes du DGM.
- L'élaboration d'un système fonctionnel pour recevoir et traiter les demandes d'information et les différends.

Les principales réalisations de DGM Mexique au cours de l'année écoulée sont les suivantes :

- Sélection de 42 contrats de projets axés sur le marché
- Formation et sélection finale de 20 promoteurs communautaires locaux, dont 70 % de femmes
- Lancement de l'appel à propositions de projets d'inclusion sociale

Le guichet d'inclusion sociale cible les femmes, les jeunes et les avecindados, qui ont difficilement accès à ce type de financement en raison du régime foncier. Lors du lancement de l'appel à propositions sur l'inclusion sociale, le DGM Mexique a reçu 613 soumissions, soit près de six fois plus que les soumissions relatives aux guichets axés sur le marché.

Le projet de pays a également diversifié ses canaux de communication et ses activités de sensibilisation afin de maximiser la portée de l'appel à propositions relatif au guichet d'inclusion sociale, en particulier pour les femmes et les jeunes.



Membres de Lol Koópte dans l'usine de meubles. Crédit: MDE Mexique

INFORMATIONS CLÉS/DONNÉES

42

SOUS-PROJETS DES GUICHETS D'INCLUSION FINANCIÈRE/AXÉ SUR LE MARCHÉ



Mexique

REPORTAGE

Lol Koópte Muebles

Pour assurer l'inclusion des questions de genre dans l'évaluation et la sélection des subventions, le DGM Mexique a développé des critères d'évaluation spécifiques pour garantir que les initiatives dirigées par des femmes sont financées et que le genre est pris en compte. Lol Koópte Muebles, une entreprise de meubles appartenant à des femmes à Quintana Roo au Mexique, est composée de 10 femmes mayas qui utilisent les restes de bois provenant de la scierie locale certifiée FSC pour fabriquer des articles de décoration et du mobilier. Le soutien du DGM Mexique à Lol Koópte est axé sur la transformation des produits en bois avec des activités telles que la conception et le développement d'une ligne de produits utilisant du bois recyclé, la formation des femmes mayas, la documentation photographique des produits, la conception et le développement d'un site web, une exposition de photos à Expo-Feria et le renforcement des alliances et des réseaux d'artisanat et de design.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

6 millions USD

Approbation du FIP : Mai 2017

Approbation de la Banque mondiale : Octobre 2017

Mise en œuvre : Décembre 2017 – Août 2022

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

17 membres

- 15 hommes/2 femmes



AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :

Rainforest Alliance



Pour en savoir plus sur le DGM Mexique, consultez le site web du projet www.mde-mexico.org et sa page sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org/mexico.

Brésil



« La transformation est claire. Avant le projet [du DGM Brésil], les lacs étaient épuisés, il y avait de nombreux chasseurs [sur] les terres et, dès le début du projet, les habitants de la ville ont été informés, et ont donc [eu] peur d'entrer dans la zone sans autorisation. Le lac rouge (Lago Vermelho) était vraiment dévasté, nous n'y trouvions même pas de poisson. Aujourd'hui, il est pratiquement restauré et le poisson et le gibier sont revenus. Donc, le plus grand avantage [a été] la préservation de notre village. »

— LEISA KRAHÔ-KANELA,
CHARGÉE DE MISE EN ŒUVRE DU
PROJET IROM CATI

Pour en savoir plus sur le DGM Brésil, consultez le site web du projet www.dgmbrasil.org.br et sa page sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org/brazil.



Transport de plants de plantes indigènes pour la restauration de Cerrado. Crédit: DGM Brésil

Le biome du Cerrado au Brésil est un hotspot mondial pour la biodiversité et il abrite 15 % de la population brésilienne. Ces communautés dépendent des ressources naturelles abondantes de la région pour leur vie quotidienne et leurs moyens de subsistance, mais ces ressources sont menacées par la déforestation rapide et la dégradation des forêts. Les peuples autochtones et populations locales jouent un rôle important en inversant ces tendances. Il y a environ 896 917 membres de peuples autochtones au Brésil répartis en plus de 255 groupes ethniques et on estime que 4,5 millions de personnes au Brésil appartiennent à des communautés traditionnelles ou Quilombolas. En réponse à cette situation, le DGM Brésil soutient les PAPL dans ce rôle en poursuivant les deux objectifs suivants :

- Renforcer l'implication des peuples autochtones et des communautés traditionnelles du Biome du Cerrado dans le FIP, REDD+ et d'autres programmes similaires axés sur les changements climatiques.
- Contribuer à améliorer les moyens de subsistance, l'utilisation des terres et la gestion durable des forêts dans leurs territoires

Pour renforcer son système de suivi et de gestion de projet en ligne (SIGCAA) et assurer la cohérence du suivi et de l'établissement de rapports sur les sous-projets, le DGM Brésil a dispensé une formation aux participants de 60 sous-projets. Alors que certains sous-projets

se terminent et que d'autres sont au stade de la mise en œuvre, le DGM Brésil s'est concentré sur la communication des enseignements tirés et des succès du projet, en diffusant les informations du projet sur les réseaux sociaux, en développant des contenus vidéo et en renforçant les réseaux et les partenariats. Les formations ont été axées sur la restauration des zones dégradées dans le Cerrado, l'agro-industrialisation au service d'entreprises économiques solidaires, la durabilité socio-environnementale et le plaidoyer politique. Parmi

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

6,5° millions USD

Approbation du FIP : Juin 2015

Approbation de la Banque mondiale : Mars 2015

Mise en œuvre : Juin 2015 – Décembre 2020

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

12 les membres votants

- 8 hommes/4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION

NATIONALE : Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA/NM)



les actualités importantes dans la mise en œuvre du DGM Brésil, la Banque mondiale a approuvé la demande de report de la date de clôture du DGM Brésil au 31 décembre 2020.

Le DGM Brésil a renforcé les partenariats et les réseaux entre les peuples autochtones, les Quilombolas et les communautés traditionnelles du Cerrado brésilien en collaborant avec l'Université de Brasilia (UNB), l'Université d'État de Montes Claros (Unimontes) et Embrapa/Bem Diverso, un projet visant préserver la biodiversité à travers la gestion durable des systèmes agroforestiers et à soutenir les peuples traditionnels et le mode de vie des agriculteurs. Les travaux du DGM Brésil visant à établir des partenariats avec les institutions municipales, les administrations des États et les universités, se sont avérés avantageux dans la mesure où ils renforcent les liens entre les institutions et créent une plateforme pour le partage des connaissances.

INFORMATIONS CLÉS/DONNÉES

64

SOUS-PROJETS

COÛT MOYEN DE
39 000

(USD) PAR SOUS-PROJET

>30 000

BÉNÉFICIAIRES
(51 % DE FEMMES)

100%

DE DIFFÉRENDS
TRAITÉS

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



NOIX DE
BABASSU



ÉGALITÉ DES
SEXES



AGROFORESTERIE



ENTREPRISES
COMMUNAUTAIRES



PRODUITS NON
LIGNEUX

REPORTAGE

Le sous-projet des Gardiens du Cerrado à pied

Dans la région du Cerrado au Brésil, les communautés traditionnelles jouent un rôle de premier plan dans la prévention, la gestion et la lutte contre les incendies sur leurs terres traditionnelles et communales. L'érosion des sources, la destruction du biome du Cerrado et des incendies ravageurs ont motivé la création du projet des Gardiens du Cerrado à pied, constitué d'un groupe d'agriculteurs défendant le territoire des communautés traditionnelles de Fecho de Pasto dans l'ouest de l'État de Bahia. Le sous-projet des Gardiens du Cerrado à pied vise à rétablir les sources, à gérer les zones d'utilisation des terres communales, à lutter contre les incendies et à effectuer une surveillance territoriale. En identifiant les foyers d'incendies et en soutenant la Brigade communautaire des gardiens du Cerrado, les membres de la communauté ont réussi à contrôler et combattu avec succès six incendies dans le Cerrado. Le groupe communautaire a également empêché les incendies d'atteindre le marais de Cerrado en construisant des pare-feu qui servent de barrières pour ralentir ou arrêter les incendies de forêt.



Homme de Xavante cultivant et récoltant des plantes indigènes à Cerrado. Crédit: DGM Brésil

Pérou



« En tant que peuples autochtones, nous nous sommes organisés pour définir, mettre en œuvre et aller de l'avant, en créant un impact politique au sein des pouvoirs nationaux et infranationaux et en améliorant le mécanisme d'attribution de titres fonciers aux communautés autochtones. En juin 2019, nous avons [facilité] la délivrance de titres de propriété à 60 communautés autochtones. Le mécanisme [DGM] est important parce que nous avons accompli beaucoup en tant que PA dans le NSC avec une élaboration importante et un financement limité. [Le] DGM nous a permis de renforcer les capacités des PA dans la prise de décision et de faire progresser les processus d'attribution de titres fonciers. »

— RUTH BUENDIA,
MEMBRE DU GSC

Pour en savoir plus sur le DGM Pérou, consultez le site web du projet www.mdesawetoperu.org et sa page sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org/peru.



Membres de la communauté Ashaninka accueillant les participants au 2^e Échange régional Amériques du DGM. Crédit: Projet mondial du DGM

L'Amazonie péruvienne compte plus de 73 millions d'hectares de forêts et près de 15 millions d'hectares appartiennent aux quelque 2 250 communautés autochtones qui y vivent, ou sont gérés par elles. Sur les 28,2 millions d'habitants que compte le Pérou, quatre millions sont des membres de peuples autochtones, soit environ 14 % de la population totale du pays. Par ordre de taille, le groupe autochtone le plus important est celui des Quechua, suivi des Aymara, des Ashaninkas et d'autres peuples autochtones d'Amazonie. L'obtention des droits fonciers reste un problème majeur pour ces communautés et en conséquence, cela limite leur capacité à protéger leurs habitats traditionnels et les forêts dont elles dépendent. La déforestation au Pérou génère près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays, et l'expansion agricole et la construction de routes pour l'exploitation non réglementée du bois d'œuvre représentent une menace constante pour les forêts. Le Comité de pilotage national du DGM Pérou représente 2 300 communautés autochtones dans le pays.

À travers la conception du projet, le DGM Pérou met l'accent sur :

- La reconnaissance légale et l'enregistrement de 310 communautés autochtones et la démarcation et la délivrance de titres fonciers à 130 communautés autochtones réparties dans sept régions : Loreto, Ucayali, San Martin, Junin, Pasco, Amazonas et Madre de Dios
- Le soutien à la GCRN, par le financement de sous-projets axés sur la création de revenus et la sécurité alimentaire
- L'établissement de partenariats avec les organisations locales et régionales de peuples autochtones

L'une des principales réalisations du DGM Pérou a été la reconnaissance et l'enregistrement de 234 communautés autochtones et l'enregistrement de 157 614 hectares de terres autochtones. Au Pérou, le DGM a renforcé les capacités des organisations de PA à gérer et à établir des

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

5,5 millions USD

Approbation du FIP : Mai 2015

Approbation de la Banque mondiale :

Septembre 2015

Implementation: November 2015 - March 2021

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

10 membres

- 8 hommes/2 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION
NATIONALE : WWF Pérou



rapports sur la dépense des fonds. L'intégration de la dimension du genre est un autre objectif principal de la mise en œuvre du DGM Pérou, et pour combler le fossé entre les sexes dans l'administration et la participation aux projets, le DGM Pérou a élaboré une stratégie et un plan de formation comprenant un module axé sur le genre et l'environnement. En conséquence, le programme de pays a financé 26 sous-projets dirigés par des femmes (un tiers du nombre total de sous-projets de production). Jusqu'à présent, 23 sous-projets ont été achevés au profit de 27 communautés autochtones et 37 sont en cours de mise en œuvre.

INFORMATIONS CLÉS/ DONNÉES

- **DIX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ONT ACHÉVÉ LES PROCESSUS D'ATTRIBUTION DE TITRES DE PROPRIÉTÉ ET L'ENREGISTREMENT SUR LE SURINTENDANCE NATIONALE DES REGISTRES PUBLICS (SUNARP)**
- **PLUS DE 10 000 FAMILLES BÉNÉFICIAIRES**
- **PLUS DE 360 COMMUNAUTÉS BÉNÉFICIAIRES**
- **234 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES RECONNUES ET ENREGISTRÉES SUR SUNARP**
- **100 AUTRES COMMUNAUTÉS DEVRAIENT ÊTRE RECONNUES D'ICI LA FIN DU PROJET**
- **157 614 HECTARES DE TERRES AUTOCHTONES DOTÉES DE TITRES FONCIERS DANS DES ZONES FORTEMENT MENACÉES**

RESSOURCES ET ACTIVITÉS



CACAO



CAFÉ



ENTREPRISES
COMMUNAUTAIRES



ÉGALITÉ DES
SEXES



RÉGIME FONCIER



POLITIQUE

Femmes Asháninkas vendant du chocolat biologique, de l'art, du textile et de l'artisanat Shipibo à l'Expo Amazónica el Loreto, au Pérou. Crédit: DGM Pérou

Kemito Ene

L'Association des producteurs de café et de cacao Kemito Ene est une entreprise autochtone de producteurs de cacao Ashaninka de la vallée de la rivière Ene. Fondée en décembre 2010, l'association Kemito Ene rassemble des autochtones Ashaninka pour produire et exporter de manière durable du cacao biologique certifié sur les marchés au niveau national, européen et américain. En août 2017, le DGM Pérou a approuvé le sous-projet « Renforcement de l'initiative de production dans la gestion des cultures de cacao » dans le cadre de systèmes d'agroforesterie dans 15 communautés Ashaninka associées à Kemito Ene. L'appui du DGM Pérou à Kemito Ene a aidé l'organisation à améliorer la qualité du cacao, à étendre son marché, à acquérir des équipements et à construire une structure pour le séchage, la fermentation et la transformation du cacao. Parmi les 456 producteurs de cacao et 67 sont des femmes. Kemito Ene produit annuellement environ 200 tonnes de cacao. Ce qui différencie Kemito Ene des autres entreprises de cacao, c'est qu'elle est entièrement composée de producteurs autochtones Ashaninka qui travaillent ensemble dans le but de réduire la déforestation et l'exploitation forestière et de promouvoir la préservation de l'environnement.

Cérémonie d'attribution et de reconnaissance des titres de propriété à Selva Central, Pérou : Jerry Yauri Limachi



Guatemala



Le DGM Guatemala dispose d'un comité intérimaire chargé d'aider à la planification et au développement du projet. Cependant, le projet n'a pas encore de comité de pilotage national ou d'agence d'exécution nationale et sa mise en œuvre n'a pas encore été approuvée.

Pour les dernières mises à jour, visitez le site www.dgmglobal.org/guatemala.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

4,5 millions USD
- Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

- Pas encore mis en place

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :

- Pas encore sélectionné



Ruines mayas à Tikal, au Guatemala. Crédit: Will Turner

Népal



Le Népal figure parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques au niveau mondial, en raison de ses reliefs escarpés, de sa population majoritairement pauvre et dépendante des ressources naturelles et de la faiblesse de ses capacités institutionnelles. Une grande partie de la forêt du Népal est dégradée, ce qui la rend progressivement plus vulnérable aux incendies, et le régime foncier est précaire, en particulier pour les groupes marginalisés.

Le DGM Népal est toujours en attente d'approbation. Le DGM Équateur dispose d'un Comité de pilotage national mais n'a pas encore sélectionné d'Agence d'exécution nationale. Des réunions de consultation sont actuellement organisées avec les districts et les provinces. Le projet devrait être approuvé d'ici décembre 2019.

Pour les dernières mises à jour, visitez le site www.dgmglobal.org/nepal.

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

4,5 millions USD
- Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

13 les membres votants
- 9 hommes/4 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :

- Pas encore sélectionné



Paysage népalais. Crédit: Russell A. Mittermeier

Les forêts de Côte d'Ivoire offrent une riche biodiversité, mais le pays présente l'un des taux de déforestation les plus élevés en Afrique subsaharienne. Au cours de l'année écoulée, le DGM Côte d'Ivoire a choisi CARE comme Agence d'exécution nationale. Bien que le projet n'ait pas encore commencé sa mise en œuvre, son Comité de pilotage national a été approuvé en mars 2018. Le projet devrait débuter d'ici la fin de 2019.

Pour les dernières mises à jour, visitez le site www.dgmglobal.org/cotedivoire.

Femmes en Côte d'Ivoire lors d'une mission de la Banque mondiale. Crédit: Banque mondiale/Meerim Shakirova



Côte d'Ivoire



FINANCEMENT :

4,5 millions USD

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

8 représentants
- 8 hommes/0 femme

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
CARE

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

Le DGM Congo dispose d'un Comité de pilotage national depuis février 2017, mais il n'a pas encore d'Agence d'exécution nationale et le financement du projet n'a pas encore été approuvé. Les membres du comité de pilotage ont œuvré pour faire connaître le DGM en participant à diverses réunions et réseaux. La communication avec les communautés et les partenaires constitue la première étape d'une feuille de route mise au point pour accélérer les processus du DGM en République du Congo. D'autres progrès sont attendus dans l'année à venir.

Pour les dernières mises à jour sur le DGM Congo, visitez le site www.dgmglobal.org/congo.



République du Congo

FINANCEMENT :

4,5 millions USD
- Pas encore approuvé

COMITÉ DE PILOTAGE NATIONAL :

23 membres
- 14 hommes/9 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION NATIONALE :
- Pas encore sélectionné

PRÉSENTATION GÉNÉRAL

Forêt. Crédit: John Martin

Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances

« Les peuples autochtones et les communautés locales possèdent et gèrent en réalité la plupart des paysages tropicaux les plus importants de la planète. [...] Si ces communautés n'ont pas de droits sur ces terres, elles ne pourront pas les gérer efficacement. »

— JENNIFER MORRIS, PRÉSIDENTE DE CONSERVATION INTERNATIONAL, S'EST EXPRIMÉE SUR L'IMPORTANCE DE RENFORCER LA REPRÉSENTATION DES PAPL. ELLE A UTILISÉ LE DGM COMME EXEMPLE DE CE TRAVAIL LORS DU GLOBAL LANDSCAPES FORUM 2019.

L'objectif du Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances du DGM est d'organiser et faciliter l'échange de connaissances et d'enseignements et le renforcement des capacités des PAPL aux niveaux régional et mondial et renforcer les réseaux et les alliances d'organisations de PAPL dans et entre les régions en vue d'améliorer leur représentation et leur pouvoir dans les forums stratégiques régionaux et internationaux.

En quatre ans, le Projet mondial du DGM a organisé au total 10 Échanges de connaissances mondiaux et régionaux, au travers desquels il a renforcé les capacités et les partenariats avec 245 participants et plus de 100 organisations de plus de 40 pays. Les Échanges de connaissances ont évolué en fonction des commentaires des participants et des orientations du GSC du projet. Au départ, les Échanges du DGM étaient fortement axés sur l'apprentissage en salle de classe afin de répondre aux objectifs d'apprentissage spécifiques considérés comme prioritaires par le GSC, ainsi que sur la compréhension et le renforcement des réseaux de PAPL. Au fil du temps, ils ont évolué pour tenir compte des remarques des participants qui ont exprimé leur souhait d'avoir davantage d'échanges collaboratifs et de visites sur le terrain d'activités de gestion forestière pertinentes.

Aujourd'hui, les Échanges du DGM offrent non seulement aux dirigeants des PAPL l'occasion d'en savoir plus sur un projet de pays DGM, mais également un espace dans lequel les participants apportent leur propre expertise et recommandations au pays hôte du DGM. Le large éventail d'expertise et de connaissances du réseau grandissant du DGM constitue un atout majeur pour l'analyse et le renforcement de la gouvernance et la mise en œuvre du DGM et d'autres initiatives menées par les communautés.

Pour améliorer la représentation et l'expression des PAPL dans les forums politiques mondiaux, le Projet mondial du DGM facilite leur participation aux négociations sur les changements climatiques au sein de la CCNUCC et plus particulièrement au sein de la PPAPL, où les dirigeants des PAPL reçoivent un appui technique pour les réunions préparatoires et les négociations. La PPAPL facilite une action climatique plus forte et plus ambitieuse de la part des PAPL, qui pourrait contribuer à la CDN. Pour faire connaître les différentes façons dont les PAPL contribuent déjà aux efforts d'adaptation et d'atténuation, le DGM s'est lancé dans ce processus dès le départ et communiqué sur la façon dont les projets dirigés par les PAPL sur le terrain soutiennent les objectifs climatiques et les CDN des pays.



PRÉSENTATION GÉNÉRAL

FINANCEMENT :

5 millions USD

Approbation du FIP : Juin 2014

Approbation de la Banque mondiale : Mars 2015

Implementation: June 2015 - December 2020

COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL :

12 les membres votants

- 7 hommes/5 femmes

AGENCE D'EXÉCUTION MONDIALE :

Conservation International

CONSERVATION
INTERNATIONAL



Échanges régionaux : Burkina Faso, Thaïlande, Brésil, Ghana, Indonésie, Pérou et Mozambique

Échanges mondiaux : Maroc, Allemagne et Pologne

Réunions du GSC : États-Unis, Indonésie, République démocratique du Congo, Brésil et Belgique

INFORMATIONS CLÉS

10

ÉCHANGES DE CONNAISSANCES

>40 PAYS

245

PARTICIPANTS DE PAPL

PLUS DE
100

RÉSEAUX ET
ORGANISATIONS

98%

98 % DES PARTICIPANTS
AUX ÉCHANGES
ONT PARTAGÉ DES
INFORMATIONS AVEC
ENVIRON 200 PAPL
TOTALISANT 13 000
PERSONNES ATTEINTES

Le coprésident du GSC, Idrissa Zeba, présente le rapport annuel du DGM lors de la COP24. Crédit: Projet mondial du DGM

Étant l'un des premiers mécanismes à reconnaître le rôle crucial que jouent les PAPL dans la résolution de la crise climatique actuelle, le DGM a prouvé à quel point un accès direct au financement pouvait être efficace et efficient pour les PAPL. Alors que le DGM entame sa cinquième année de mise en œuvre, le programme se trouve à un stade crucial où de nouveaux financements sont nécessaires. En raison du succès rencontré jusqu'ici par le DGM, les projets DGM nationaux ont exprimé un vif intérêt pour obtenir leur propre financement et pour reproduire les meilleures pratiques du DGM dans d'autres domaines, y compris dans les pays non-membres du DGM et au-delà du secteur des forêts.

Alors que le GSC reconnaît la situation actuelle du Fonds climatique d'investissement stratégique et l'incertitude quant à l'avenir du FIP, le GSC s'est préparé de manière proactive à obtenir une deuxième phase du Projet mondial du DGM. En outre, des observateurs autochtones des CIF ont demandé que le DGM passe de son statut initial de mécanisme pilote à celui de programme durable.

Considéré comme l'un des « secrets les mieux gardés » du FIP, le DGM est soutenu par les PAPL tout comme les parties prenantes qui considèrent ce mécanisme de subvention comme l'une des solutions clés à la crise climatique. Bien qu'une interruption potentielle du financement puisse représenter un problème pour maintenir la motivation au sein du DGM, ses réalisations montrent qu'il offre une approche précieuse pour le financement du développement et de la lutte contre le changement climatique, et que les sources de financement nationales et internationales doivent être encouragées à soutenir sa poursuite et sa montée en puissance.

Les équipes du DGM se réjouissent de la prochaine année de mise en œuvre. Alors que seuls quatre pays sur douze n'ont pas encore reçu d'approbation pour leur projet ni lancé leurs activités de mise en œuvre, l'année 2020 sera clairement une nouvelle année de croissance et de transformation. La mise en œuvre échelonnée du programme sera très avantageuse cette année pour aider les nouveaux pays du DGM (Côte d'Ivoire, Guatemala, République du Congo et Népal) à tirer parti des projets des huit autres pays, à renforcer l'apprentissage entre pairs et à améliorer les meilleures pratiques des projets dirigés par les PAPL.

« Lorsque nous atteignons des objectifs de développement clés tout en respectant nos objectifs climatiques, cela me donne un regain de conviction que nous pouvons changer des vies et transformer nos sociétés. »

— MAFALDA DUARTE, DIRECTRICE DES FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUES

Prochaines étapes

« Nous avons récolté les fruits du DGM au Brésil et nous ne voulons pas que cela se termine, nous voulons que cela continue, car il s'agit d'un mécanisme qui est venu pour nous renforcer [et] pour nous donner voix au chapitre. Auparavant, d'autres personnes parlaient en notre nom et aujourd'hui, les communautés parlent pour elles-mêmes, tout le monde s'exprime en son propre nom, personne ne parle plus à la place de quelqu'un d'autre. Nous avons créé un groupe au sein de [notre] NSC afin de pouvoir commencer à réfléchir à la manière d'obtenir un financement plus important en 2020 [...] parce que [le DGM] est un projet conçu par les communautés et pour les communautés et que les communautés ne veulent pas le perdre. »

— LUCELY PIO, MEMBRE DU GSC



Des femmes du Mozambique présentent la pépinière d'anacardières au cours du 3e Échange régional Afrique dans la zone tampon/économique du Parc national de Gorongosa, au Mozambique. Crédit: Projet mondial du DGM

Point sur la situation financière

FINANCEMENT

PROJET DGM	FINANCEMENT (MILLIONS USD)		APPROBATION		MISE EN ŒUVRE	
	Budget alloué	Approuvé	FIP	Banque mondiale	Début	Fin
Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances	8,0	5,0	Juin 2014	Mars 2015	Juin 2015	Déc. 2020
Brésil	6,5	6,5	Juin 2015	Mars 2015	Juin 2015	Déc. 2020
Burkina Faso	4,5	4,5	Juin 2015	Sept. 2015	Oct. 2015	Juin 2020
Pérou	5,5	5,5	Mai 2015	Sept. 2015	Nov. 2015	Mars 2021
République démocratique du Congo	6,0	6,0	Juin 2015	Avril 2016	Juin 2016	Juil. 2021
Indonésie	6,5	6,5	Déc. 2016	Mars 2017	Juin 2017	Juin 2021
Ghana	5,5	5,5	Sept. 2016	Avril 2017	Août 2017	Nov. 2021
Mexique	6,0	6,0	Mai 2017	Sept. 2017	Déc. 2017	Août 2022
Mozambique	4,5	4,5	Août 2016	Déc. 2017	Fév. 2018	Février 2023
Guatemala	4,5	0	En attente	En attente	N/A	Ne s'applique pas
Népal	4,5	0	En attente	En attente	N/A	Ne s'applique pas
Côte d'Ivoire	4,5	0	En attente	En attente	N/A	Ne s'applique pas
République du Congo	4,5	0	En attente	En attente	N/A	Ne s'applique pas
République démocratique populaire lao	4,5	0	Projet annulé en octobre 2017			
Équateur	4,5	0	Projet annulé en juin 2019			
TOTAL	80	50				

SOUS-PROJETS

APPEL À PROPOSITIONS	PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS		COÛT APPROXIMATIF (USD)	
	Reçus	Approuvé	Total	Moyenne
Brésil-1	158	45	1 762 930	39 176
Brésil-2	106	21	717 974,91	37 788
Burkina-1	651	32	1 702 229,53	53 194
Burkina-2	126	53	1 085 500,65	20 481
Indonésie-1	209	23	1 561 668	74 366
Pérou-1	33	23	772 869	36 803
Pérou-2	63	49	1 563 612	31 910
Ghana	1 276	145	2 106 500	14 527
Mexique-1	613	42	2 067 684	49 234
TOTAL	3 235	427	13 340 968,09	31 244

Communiquez avec nous !

MONDIAL

<https://www.dgmglobal.org/home-fr>

[f](#) @dgmglobalproject
[t](#) @dgm_global
[i](#) @dgmglobal

BRÉSIL

www.dgmbrasil.org.br
www.dgmglobal.org/brazil

[f](#) @dgmbrasil
[t](#) @dgmbrasil
[i](#) @dgmbrasil

BURKINA FASO

www.dgmglobal.org/burkinafaso

[f](#) @dgmburkinafaso

COTE D'IVOIRE

www.dgmglobal.org/cotedivoire

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

www.peuplesautochtones.cd
www.dgmglobal.org/drc

[f](#) @ PACDF2021

GHANA

www.dgmglobal.org/ghana

[f](#) @GhaDGM
[t](#) @GhanaDGM

GUATEMALA

www.dgmglobal.org/guatemala

INDONÉSIE

www.dgmindonesia.id
www.dgmglobal.org/indonesia

[f](#) @dgmindonesia
[t](#) @dgmindonesia
[i](#) @dgm.indonesia

MEXIQUE

www.mde-mexico.org
www.dgmglobal.org/mexico

[f](#) @MDEBosquesMexico
[t](#) @mde_mexico

MOZAMBIQUE

www.dgmglobal.org/mozambique
<https://mozdgm.org.mz/>

NÉPAL

www.dgmglobal.org/nepal

PÉROU

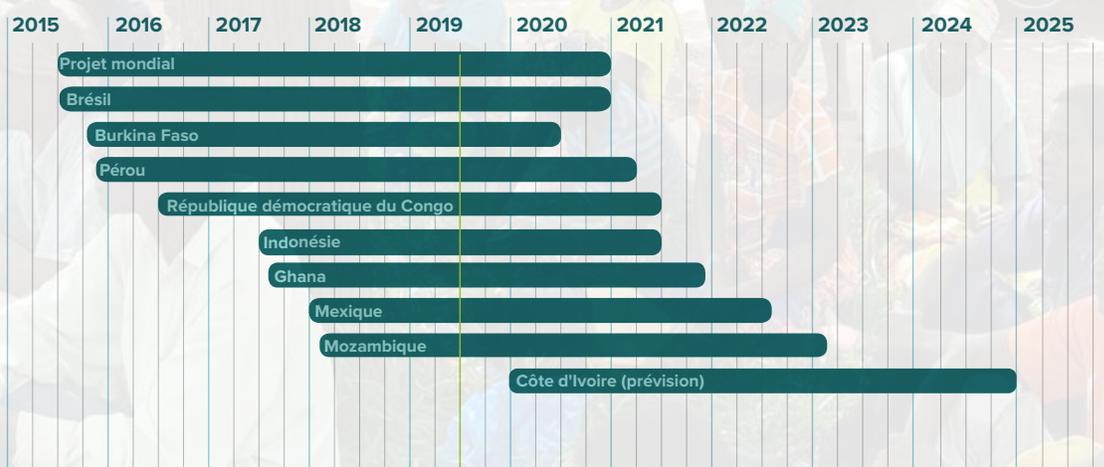
www.mdesawetoperu.org
www.dgmglobal.org/peru

[f](#) @mdesawetoperu
[t](#) @mdesawetoperu

RÉPUBLIQUE DU CONGO

www.dgmglobal.org/congo

Calendrier



Approbation en attente :

Népal (prévision)

Guatemala (prévision)

République du Congo

Visite de terrain dans une communauté lors du 2e Échange régional Afrique dans le paysage régional occidental du Ghana. Août 2017. Crédit: Projet mondial du DGM

« Avant, les gens pensaient que les peuples autochtones et les communautés locales (PAPL) ne pouvaient pas gérer de projets... le DGM a prouvé avec succès que les communautés [PAPL] peuvent jouer un rôle de premier plan dans les efforts mondiaux visant à protéger les forêts du monde et à lutter contre le changement climatique. »

- IDRISSE ZEBBA, COPRÉSIDENT DU GSC DU DGM, PARTICIPANT À UN ÉVÉNEMENT PARALLÈLE À LA COP24

